



RCS : RENNES

Code greffe : 3501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de RENNES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 01265

Numéro SIREN : 821 209 665

Nom ou dénomination : TCMJ

Ce dépôt a été enregistré le 05/07/2017 sous le numéro de dépôt 7524

Le - 5 JUL. 2017
Dépôt N° 7524

TCMJ

Société à responsabilité limitée au capital de 10 000 €
Siège social : 14 Rue de Bray - 35510 CESSON SEVIGNE

821 209 665 RCS RENNES

PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIEE UNIQUE DU 30 MAI 2017

L'an deux mille dix-sept,
Le trente mai,
A 19 heures 30,
Au siège social,

Le soussigné Matthieu POITIER, agissant en qualité de gérant de la société SMJC, associée unique de la société TCMJ, propriétaire de la totalité des 1 000 parts de 10 € chacune composant le capital de ladite société.

A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES :

- à la modification de l'article 8 des statuts à la suite de cessions de parts sociales,
- à la refonte des statuts,
- aux pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION

L'associée unique, après avoir pris connaissance de l'acte sous seing privé en date à CESSON SEVIGNE du 30 mai 2017, déposé le même jour au siège social contre remise d'une attestation de la gérance, portant cessions :

- par Madame Sophie POITIER de DEUX CENT QUARANTE SEPT (247) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune lui appartenant dans la société à la société SMJC ;
- par Monsieur Jean-Claude POITIER de DEUX CENT QUARANTE SEPT (247) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune lui appartenant dans la société à la société SMJC ;
- par Monsieur Henri SECHET de DEUX CENT VINGT HUIT (228) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune lui appartenant dans la société à la société SMJC ;
- par Monsieur Yves LALU de DEUX CENT VINGT HUIT (228) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune lui appartenant dans la société à la société SMJC.

décide de remplacer l'article 8 des statuts par les dispositions suivantes :

MP

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

« Compte tenu tant des apports originels, que des cessions de parts sociales intervenues depuis lors, les MILLE (1 000) parts sociales composant le capital social de la société sont attribuées en totalité à la société SMJC, associée unique. »

DEUXIEME DECISION

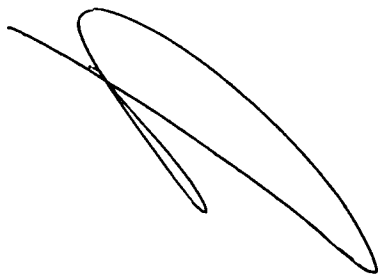
L'associée unique décide de procéder à la refonte totale des statuts pour tenir compte des particularités de fonctionnement d'une SARL unipersonnelle.

L'associée unique adopte, article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts de la société.

TROISIEME DECISION

L'associée unique délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'associée unique et reproduit sur le registre de ses décisions.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop with a smaller loop inside, and a long, sweeping horizontal stroke extending to the right.

TCMJ
Société à responsabilité limitée au capital de 10 000 €
Siège social : 14 Rue de Bray - 35510 CESSON SEVIGNE

821 209 665 RCS RENNES

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE LA GERANCE
DU 30 MAI 2017

L'an deux mille dix-sept,
Le trente mai,
A 19 heures,
Au siège social,

Le soussigné Maxime POITIER, gérant de la société TCMJ, société à responsabilité limitée au capital de 10 000 €, divisé en 1 000 parts sociales de 10 € chacune, rappelle que :

- suivant acte sous seing privé en date à CESSON SEVIGNE du 30 mai 2017 :

- Madame Sophie POITIER a cédé à la société SMJC, DEUX CENT QUARANTE SEPT (247) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune lui appartenant dans la société ;
- Monsieur Jean-Claude POITIER a cédé à la société SMJC, DEUX CENT QUARANTE SEPT (247) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune lui appartenant dans la société ;
- Monsieur Henri SECHET a cédé à la société SMJC, DEUX CENT VINGT HUIT (228) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune lui appartenant dans la société ;
- Monsieur Yves LALU a cédé à la société SMJC, DEUX CENT VINGT HUIT (228) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune lui appartenant dans la société.

- un original de l'acte de cessions a été déposé au siège social le 30 mai 2017, contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

De tout ce que dessus, le gérant a dressé le présent procès-verbal qu'il a signé après lecture.



CESSIONS DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- **Madame Sophie, Martine, Murielle BILLY épouse POITIER**
née le 21 janvier 1961 à NIORT (Deux-Sèvres)
de nationalité française

ET

- **Monsieur Jean-Claude, Michel, Gérard POITIER**
né le 10 février 1961 à NIORT (Deux-Sèvres)
de nationalité française

demeurant ensemble à ECHIRE (Deux-Sèvres), 225 rue du Four, Le Moulin Neuf

mariés sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée le 29 mai 1982, en la mairie de NIORT (Deux-Sèvres), ledit régime n'ayant subi aucune modification depuis lors, ainsi qu'ils le déclarent

ET

- **Monsieur Henri, Marie, Joseph SECHET**
né le 20 décembre 1960 à CHOLET (Maine et Loire)
de nationalité française
demeurant AUX HERBIERS (Vendée), 10 Grand Rue Saint Blaise
marié avec Madame Maryline BEAUJAULT, initialement sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes d'un contrat de mariage reçu le 3 mai 1983 par Maître Yvan ARGENTON, notaire à PARTHENAY (Deux-Sèvres) préalablement à leur union célébrée le 10 mai 1983 en la mairie de NEUVY BOUIN (Deux-Sèvres) et ayant adopté depuis le régime de la communauté réduite aux acquêts, assorti d'une clause de préciput et de partage inégal de communauté au profit du conjoint survivant, aux termes d'un acte reçu le 30 juillet 2007 par Maître ROY, notaire à CHANTONNAY (Vendée), homologué par jugement du Tribunal de Grande Instance de LA ROCHE SUR YON (Vendée) le 22 avril 2008, ce nouveau régime n'ayant subi aucune modification depuis lors, ainsi qu'il le déclare
représenté aux présentes par Monsieur Yves LALU, en vertu d'un pouvoir en date du 23 mai 2017, annexé aux présentes

Enregistré à : SIE SUD DEUX SEVRES

Le 21/06/2017 Bordereau n°2017/451 Case n°3

Ext 2010

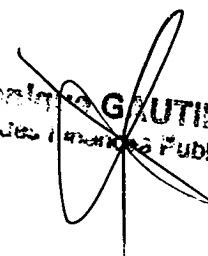
Enregistrement : 25 €

Pénalités :

Total liquidé : vingt-cinq euros

Montant reçu : vingt-cinq euros

L'Agente administrative des finances publiques


Monsieur GAUTIER
Agent des Finances Publiques

np
JCP K. SP

ET

- **Monsieur Yves, Joseph, René LALU**
né le 17 novembre 1960 à BOURGES (Cher)
de nationalité française
demeurant à GENCAY (Vienne), 7 rue de la Berge
divorcé non remarié

ci-après dénommé « les cédants »,
d'une part,

- **La société SMJC**
société à responsabilité limitée au capital de 40 000 €
ayant son siège social sis 270 avenue de La Rochelle, 79000 NIORT
identifiée sous le numéro 539 029 959 RCS NIORT
représentée par Monsieur Matthieu POITIER, en sa qualité de gérant, ayant tous pouvoirs à
l'effet des présentes

ci-après dénommée « le cessionnaire »,
d'autre part,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE ET DECLARE CE QUI SUIVIT:

DECLARATIONS DES CEDANTS ET DU CESSIONNAIRE

Madame Sophie POITIER, cédante, déclare :

- qu'elle est née le 21 janvier 1961 à NIORT (Deux-Sèvres),
- qu'elle est de nationalité française,
- qu'elle est mariée sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts avec Monsieur Jean-Claude POITIER à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée le 29 mai 1982, en la mairie de NIORT, (Deux-Sèvres), ledit régime n'ayant subi aucune modification depuis lors, ainsi qu'elle le déclare,
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à sa cession,
- qu'elle a la qualité de résidente française au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger,
- que la société TCMJ n'est pas en état de cessation des paiements et qu'elle n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de redressement ou de liquidation judiciaires.

Monsieur Jean-Claude POITIER, cédant, déclare :

- qu'il est né le 10 février 1961 à NIORT (Deux-Sèvres),
- qu'il est de nationalité française,

MP
J.C. POITIER

- qu'il est marié sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts avec Madame Sophie BILLY à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée le 29 mai 1982, en la mairie de NIORT (Deux-Sèvres), ledit régime n'ayant subi aucune modification depuis lors, ainsi qu'il le déclare,
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à sa cession,
- qu'il a la qualité de résident français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger,
- que la société TCMJ n'est pas en état de cessation des paiements et qu'elle n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de redressement ou de liquidation judiciaires.

Monsieur Henri SECHET, représenté par Monsieur Yves LALU, cédant, déclare :

- qu'il est né le 20 décembre 1960 à CHOLET (Maine et Loire),
- qu'il est de nationalité française,
- qu'il est marié avec Madame Maryline BEAUJAULT, initialement sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes d'un contrat de mariage reçu le 3 mai 1983 par Maître Yvan ARGENTON, notaire à PARTHENAY (Deux-Sèvres) préalablement à leur union célébrée le 10 mai 1983 en la mairie de NEUVY BOUIN (Deux-Sèvres) et ayant adopté depuis le régime de la communauté réduite aux acquêts, assorti d'une clause de préciput et de partage inégal de communauté au profit du conjoint survivant, aux termes d'un acte reçu le 30 juillet 2007 par Maître ROY, notaire à CHANTONNAY (Vendée), homologué par jugement du Tribunal de Grande Instance de LA ROCHE SUR YON (Vendée) le 22 avril 2008, ce nouveau régime n'ayant subi aucune modification depuis lors, ainsi qu'il le déclare,
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à sa cession,
- qu'il a la qualité de résident français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger,
- que la société TCMJ n'est pas en état de cessation des paiements et qu'elle n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de redressement ou de liquidation judiciaires.

Monsieur Yves LALU, cédant, déclare :

- qu'il est né le 17 novembre 1960 à BOURGES (Cher),
- qu'il est de nationalité française,
- qu'il est divorcé non remarié,
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à sa cession,
- qu'il a la qualité de résident français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger,
- que la société TCMJ n'est pas en état de cessation des paiements et qu'elle n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de redressement ou de liquidation judiciaires.

NP
JCP SP K

Les cédants et le cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

EXPOSE CONCERNANT LA SOCIETE

Suivant acte sous seing privé en date à NIORT du 15 juin 2016, il existe une société à responsabilité limitée dénommée TCMJ, au capital de 10 000 €, divisé en 1 000 parts de 10 € chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 14 Rue de Bray, 35510 CESSON SEVIGNE, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 821 209 665 RCS RENNES pour une durée de 99 ans expirant le 29 juin 2115.

La société TCMJ a pour objet principal l'exploitation de salles de sport, l'achat, la vente de compléments alimentaires (barres et boissons énergétiques, etc.), l'achat, la vente de vêtements et accessoires de sport.

Son capital est à ce jour réparti comme suit :

- **Madame Sophie POITIER,**
à concurrence de deux cent quarante-sept parts
numérotées de 1 à 247
en rémunération de son apport, ci 247 parts sociales
- **Monsieur Jean-Claude POITIER,**
à concurrence de deux cent quarante-sept parts
numérotées de 248 à 494
en rémunération de son apport, ci 247 part sociales
- **Monsieur Henri SECHET,**
à concurrence de deux cent vingt-huit parts
numérotées de 495 à 722
en rémunération de son apport, ci 228 part sociales
- **Monsieur Yves LALU,**
à concurrence de deux cent vingt-huit parts
numérotées de 723 à 950
en rémunération de son apport, ci 228 part sociales
- **La société SMJC,**
à concurrence de cinquante parts
numérotées de 951 à 1 000
en rémunération de son apport, ci 50 part sociales

Total

1 000 parts sociales

Elle est actuellement gérée par Monsieur Maxime POITIER, gérant.

NP
JCP SP
H

ORIGINE DE PROPRIETE DES PARTS SOCIALES

Pour Madame Sophie POITIER :

Madame Sophie POITIER possède dans cette société DEUX CENT QUARANTE SEPT (247) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune, numérotées de 1 à 247.

Les parts présentement cédées dépendent de la communauté de biens réduite aux acquêts existant entre Madame Sophie POITIER et son conjoint pour les avoir reçues en contrepartie de l'apport en numéraire effectué lors de la constitution de la Société.

Pour Monsieur Jean-Claude POITIER :

Monsieur Jean-Claude POITIER possède dans cette société DEUX CENT QUARANTE SEPT (247) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune, numérotées de 248 à 494.

Les parts présentement cédées dépendent de la communauté de biens réduite aux acquêts existant entre Monsieur Jean-Claude POITIER et son conjoint pour les avoir reçues en contrepartie de l'apport en numéraire effectué lors de la constitution de la Société.

Pour Monsieur Henri SECHET :

Monsieur Henri SECHET possède dans cette Société DEUX CENT VINGT HUIT (228) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune, numérotées de 495 à 722.

Les parts présentement cédées dépendent de la communauté réduite aux acquêts existant entre Monsieur Henri SECHET et son conjoint pour les avoir reçues en contrepartie de l'apport en numéraire effectué lors de la constitution de la Société.

Monsieur Yves LALU :

Monsieur Yves LALU possède dans cette Société DEUX CENT VINGT HUIT (228) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune, acquises au moyen de biens propres.

Elles sont numérotées de 723 à 950 et lui ont été attribuées en contrepartie de son apport en numéraire effectué lors de la constitution de la Société.

no
Jc P SP
H

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. CESSION

Par les présentes, Madame Sophie POITIER, Monsieur Jean-Claude POITIER, Monsieur Henri SECHET et Monsieur Yves LALU cèdent et transportent, sous les garanties ordinaires et de droit, à la société SMJC qui accepte :

- pour Madame Sophie POITIER : DEUX CENT QUARANTE SEPT (247) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune, numérotées de 1 à 247 lui appartenant dans la société ;
- pour Monsieur Jean-Claude POITIER : DEUX CENT QUARANTE SEPT (247) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune, numérotées de 248 à 494 lui appartenant dans la société ;
- pour Monsieur Henri SECHET : DEUX CENT VINGT HUIT (228) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune, numérotées de 495 à 722 lui appartenant dans la société ;
- et pour Monsieur Yves LALU : DEUX CENT VINGT HUIT (228) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune, numérotées de 723 à 950 lui appartenant dans la société.

La société SMJC devient l'unique propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et est subrogée dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

Le cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être mis en distribution sur ces parts postérieurement à ce jour au titre des résultats de l'exercice en cours.

ARTICLE 2 - APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 1424 DU CODE CIVIL

En application de l'article 1424 du Code civil, Madame Sophie BILLY, épouse POITIER, et Monsieur Jean-Claude POITIER, mariés sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts, tous deux cédants aux présentes, se donnent mutuellement, sans restriction, consentement aux cessions de parts sociales qui précèdent et s'autorisent mutuellement à percevoir le prix de la vente de leurs parts sociales ci-après stipulé.

ARTICLE 3. PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de NEUF MILLE CINQ CENTS EUROS (9 500 €), soit DIX EUROS (10 €) par part sociale, que la société SMJC a payé à l'instant même à :

- Madame Sophie POITIER à hauteur de DEUX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE DIX EUROS (2 470 €) ;

JCP^{NP} SP
X

- Monsieur Jean-Claude POITIER à hauteur de DEUX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE DIX EUROS (2 470 €) ;
- Monsieur Henri SECHET à hauteur de DEUX MILLE DEUX CENT QUATRE VINGTS EUROS (2 280 €) ;
- Monsieur Yves LALU à hauteur de DEUX MILLE DEUX CENT QUATRE VINGTS EUROS (2 280 €).

ce qu'ils reconnaissent et ce pour quoi ils donnent valable et définitive quittance.

ARTICLE 4. AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article L. 223-16 du Code de commerce et à l'article 15 des statuts, cette cession a lieu entre associés et ne nécessite donc pas l'agrément des associés.

ARTICLE 5. DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Les cédants déclarent que la société TCMJ est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société.

Ils précisent que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du Code général des impôts.

Il sera perçu un droit de 3 % liquidé sur le prix de cession augmenté des charges ou sur la valeur réelle si elle est supérieure, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 € et le nombre total de parts de la Société.

Le droit d'enregistrement qui s'applique pour les présentes cessions est le droit fixe de 25 € pour chacune desdites cessions, soit un montant total de 100 €.

ARTICLE 6. FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

Les présentes cessions seront signifiées à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

JCP
H L

ARTICLE 7. FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige.

Fait en neuf exemplaires originaux

A CESSON-SEVIGNE

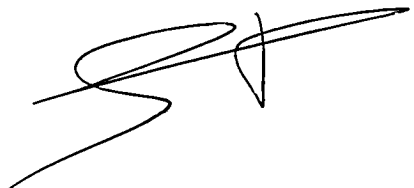
Le 30 mai 2017

Bon pour cession de deux
cent quarante sept (247)
parts



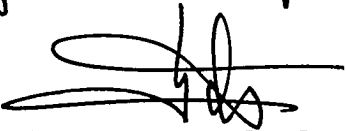
Madame Sophie POITIER
cédant ⁽¹⁾

Bon pour cession de deux
cent quarante sept (247) parts.



Monsieur Jean-Claude POITIER
cédant ⁽²⁾

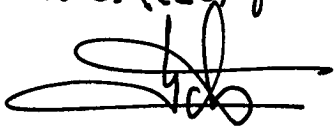
Bon pour cession de Deux Cent
Vingt Huit (228) parts



Monsieur Henri SECHET
cédant ⁽³⁾

représenté par Monsieur Yves LALU
dûment mandaté à cet effet

Bon pour cession de Deux Cent
Vingt Huit (228) parts



Monsieur Yves LALU
cédant ⁽⁴⁾

Bon pour acquisition de neuf cent cinquante parts (950)



La société SMJC
Représentée par Monsieur Matthieu POITIER - gérant
Cessionnaire ⁽⁵⁾

⁽¹⁾ Le cédant fera précéder sa signature de la mention manuscrite « Bon pour la cession de DEUX CENT QUARANTE SEPT (247) parts »

⁽²⁾ Le cédant fera précéder sa signature de la mention manuscrite « Bon pour la cession de DEUX CENT QUARANTE SEPT (247) parts »

⁽³⁾ Le cédant fera précéder sa signature de la mention manuscrite « Bon pour la cession de DEUX CENT VINGT HUIT (228) parts »

⁽⁴⁾ Le cédant fera précéder sa signature de la mention manuscrite « Bon pour la cession de DEUX CENT VINGT HUIT (228) parts »

⁽⁵⁾ Le cessionnaire fera précéder sa signature de la mention manuscrite « Bon pour acquisition de NEUF CENT CINQUANTE (950) parts »

Scp
X

MP
S

POUVOIR

Le soussigné :

Henri SECHET

demeurant AUX HERBIERS (Vendée), 10 Grand Rue Saint Blaise

propriétaire de 228 parts sociales de la société :

TCMJ

Société à responsabilité limitée au capital de 10 000 €
dont le siège social est sis 14 rue de Bray - 35510 CESSON SEVIGNE
identifiée sous le numéro 539 029 959 RCS NIORT
représentée par Monsieur Maxime POITIER, gérant

donne pouvoir à Monsieur Yves LALU, demeurant 7 rue de la Berge, 86160 GENCAY, qui accepte ledit mandat en vue de me représenter lors de la signature de l'acte de cessions de parts sociales portant sur les DEUX CENT VINGT HUIT (228) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune, numérotées de 495 à 722, m'appartenant dans la société précitée au profit de la société :

SMJC

Société à responsabilité limitée au capital de 40 000 €
dont le siège social est sis 270 avenue de La Rochelle - 79000 NIORT
identifiée sous le numéro 539 029 959 RCS NIORT
représentée par Monsieur Matthieu POITIER, gérant

moyennant le prix global de DEUX MILLE DEUX CENT QUATRE VINGTS EUROS (2 280 €).

Le présent mandat emporte pouvoir de signer tous actes et pièces nécessaires à la bonne réalisation de la cession des parts sociales précitée et percevoir toutes sommes.

Fait pour servir et valoir ce que de droit,

AUX HERBIERS

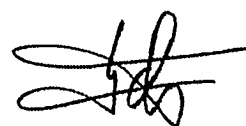
Le 23 Mai 2017

 Bon pour pouvoir

Henri SECHET ⁽¹⁾

A GENCAY

Le 23 Mai 2017



Yves LALU ⁽²⁾

Bon pour
Acceptation
de pouvoir

⁽¹⁾ Faire précéder la signature des mentions « Bon pour pouvoir »

⁽²⁾ Faire précéder la signature de la mention « Bon pour acceptation de pouvoir »

NP
Jc P. SP
K

TCMJ

Société à responsabilité limitée au capital de 10 000 €

Siège social : 14 Rue de Bray - 35510 CESSON SEVIGNE

STATUTS

Modifiés en date du 30 mai 2017
à la suite de cessions de parts sociales
puis refondus

certifien conforme 

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé une Société à Responsabilité Limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts. Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- l'exploitation de salles de sport,
- l'achat, la vente de compléments alimentaires (barres et boissons énergétiques, etc.),
- l'achat, la vente de vêtements et accessoires de sport,
- la participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.
- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **TCMJ**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « SARL » et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 14 rue de Bray, 35510 CESSON SEVIGNE.

Le déplacement du siège social est décidé par l'associé unique ou par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Le siège social peut cependant être transféré en tout endroit du territoire français par une simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par une décision de l'associé unique ou par décision d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à QUATRE VINGT DIX NEUF (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

A la constitution de la société, il a été apporté en numéraire :

- par Madame Sophie POITIER, la somme de 2 470 €
- par Monsieur Jean-Claude POITIER, la somme de 2 470 €
- par Monsieur Henri SECHET, la somme de 2 280 €
depuis le compte espèces du PEA de Monsieur Henri SECHET qu'il détient auprès de la Banque CREDIT AGRICOLE CHARENTE MARITIME DEUX-SEVRES, identifié sous le numéro 43127052505
- par Monsieur Yves LALU, la somme de 2 280 €
depuis le compte espèces du PEA de Monsieur Yves LALU qu'il détient auprès de la Banque BGP Indosuez, identifié sous le numéro 01766820250
- par la société SMJC, la somme de 500 €

soit au total la somme de DIX MILLE EUROS (10 000 €), déposée intégralement à un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque CREDIT DU NORD, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à DIX MILLE EUROS (10 000 €), divisé en MILLE (1 000) parts de DIX EUROS (10 €) chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 1 000 et qui, compte tenu tant des apports originels que des cessions de parts intervenues depuis lors, sont attribuées en totalité à la société SMJC, associée unique.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, en vertu d'une décision de l'associée unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés. Toutefois, aucune augmentation de capital en numéraire ne peut être réalisée tant que le capital n'est pas entièrement libéré.

ARTICLE 8 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, l'associée unique ou les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associée.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 9 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et, en outre, après publication des statuts modifiés au Registre du commerce et des sociétés ; ce dépôt peut être effectué par voie électronique

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des parts détenues par l'associée unique sont libres.

En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associée unique et son conjoint, la Société continue de plein droit, soit avec un associé unique si la totalité des parts est attribuée à l'un des époux, soit avec les deux associés si les parts sont partagées entre les époux.

En cas de décès de l'associée unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.

En cas de pluralité d'associés, les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à des tiers non associés et quel que soit leur degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Ce consentement est donné dans les conditions et modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 10 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le ou les gérants sont nommés par l'associée unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Le gérant peut mettre les statuts de la Société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification de ces modifications par l'associée unique ou par décision collective des associés prise dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

Le ou les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision de l'associée unique ou par une décision ordinaire des associés.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément à l'associée unique ou aux associés.

Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le gérant, qu'il soit associé ou non, ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la Société, autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce, apporter tout ou partie des biens sociaux à une société constituée ou à constituer, engager la société envers un tiers, quel qu'il soit, d'un montant supérieur à QUINZE MILLE EUROS (15 000 €).

Le ou les gérants sont révocables par décision de l'associée unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Le gérant peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'informer l'associée unique ou, en cas de pluralité d'associés, chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le décès ou le retrait du gérant n'entraîne pas la dissolution de la Société.

ARTICLE 11 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN GERANT OU UN ASSOCIE

Les conventions qui interviennent directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés sont soumises aux procédures d'approbation et de contrôle prévues par la loi.

Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du Directoire ou un membre du Conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée. Elles ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

S'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par le gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associée unique ou de l'assemblée des associés.

La procédure d'approbation et de contrôle prévue par la loi ne s'applique pas aux conventions conclues par l'associée unique, gérante ou non ; toutefois, le Commissaire aux Comptes ou à défaut le gérant non associé doivent établir un rapport spécial.

Les conventions conclues par l'associée unique ou par le gérant non associé doivent être mentionnées dans le registre des décisions de l'associée unique.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

ARTICLE 12 - DECISIONS D'ASSOCIES

L'associée unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés. Elle ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par elle et répertoriés dans un registre coté et paraphé comme les registres d'assemblées.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives des associés sont prises en assemblée, ou par voie de consultation écrite, au choix de la gérance.

Elles peuvent encore résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes sociaux et pour toutes autres décisions prises sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le dixième des associés, le dixième des parts sociales.

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions et avec les effets fixés par les lois et règlements en vigueur.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Il peut se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ou par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux, ou par toute autre personne de son choix.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 14 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et le cas échéant, l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Elle établit un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, et les activités en matière de recherche et de développement.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la gérance, il est dispensé d'établir un rapport de gestion si la Société ne dépasse pas à la clôture de l'exercice social deux des seuils fixés par les articles L. 232-1, IV et R. 232-1-1 du Code de commerce.

L'associé unique approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux Comptes, si la Société en est dotée, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, et décide l'affectation du résultat.

En cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

La gérance dépose les documents énumérés par l'article L. 232-22 du Code de commerce au greffe du tribunal de commerce, dans le mois qui suit l'approbation des comptes annuels.

Lorsque la société dépasse deux des trois seuils précités ou lorsque l'associé unique est une personne morale, le rapport de gestion est tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande, selon des conditions définies par décret en Conseil d'Etat.

ARTICLE 15 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Il est attribué à l'associée unique. En cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés détermine la part attribuée à chacun des associés. L'associée unique ou l'assemblée des associés détermine les modalités de mise en paiement des dividendes, qui doit intervenir dans un délai de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

De même, l'associée unique ou l'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'associée unique ou l'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 16 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'associée unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée statuant à la majorité requise pour la modification des statuts doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 17 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire de sa durée, sauf prorogation régulière, ou s'il survient une cause de dissolution prévue par la loi.

Si la Société ne comprend qu'un seul associé et si cet associé est une personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Les créanciers de la Société peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Le Tribunal de commerce saisi de l'opposition peut soit la rejeter, soit ordonner le paiement des créances, soit ordonner la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission à l'associée unique du patrimoine de la Société et la disparition de la personnalité morale de celle-ci n'interviennent qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

Si la Société comprend un associé personne physique ou plusieurs associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

ARTICLE 18 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

ARTICLE 19 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre la Société et l'associée unique ou entre la Société et les associés ou entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.